



Democratie révolutionnaire

Pour contribuer au rassemblement des anticapitalistes et révolutionnaires

Lettre n° 163 du 1^{er} novembre 2020

Au sommaire :

- **Face au fanatisme islamiste, le piège sanglant des surenchères racistes et guerrières** - *Yvan Lemaitre*
- **Travaille et tais-toi ou la cohérence de classe de la police sanitaire de Macron** - *Daniel Minvielle*

Face au fanatisme islamiste, le piège sanglant des surenchères racistes et guerrières

L'horreur de l'attaque au couteau qui a eu lieu, jeudi à Nice, et fait trois morts, 15 jours après l'assassinat de Samuel Paty, suscite la même stupéfaction, la même révolte mais aussi l'inquiétude, un engrenage mortifère dont chacun a du mal à imaginer l'issue. A Lyon un homme d'origine afghane en possession d'un couteau a été arrêté en plein centre-ville tandis qu'à Sartrouville, dans les Yvelines, un homme qui voulait « faire comme à Nice » a été appréhendé à proximité de l'église. Une tentative d'attaque a été déjouée au consulat de France à Djeddah, en Arabie saoudite, où un vigile a été blessé.

Ce nouvel acte de fanatisme islamiste vient accentuer le climat d'inquiétude, les peurs latentes qu'entretiennent la pandémie et la déroute économique en cours. La décomposition de la société dominée par la concurrence et la loi du profit capitaliste, les tensions guerrières internationales provoquent effroi et interrogations. Sans réponse ni issue les démagogues politiques de tout bord tentent d'en tirer profit dans des surenchères attisées par leurs ambitions rivales et leur commune volonté de dominer les consciences. Ce qu'ils voulaient faire passer pour une guerre de civilisation prend des allures de guerre de religion. Jeudi, le glas a sonné dans toutes les églises du pays à 15 heures, heure à laquelle le Christ serait mort selon les chrétiens. Une résonance sinistre au déploiement policier ordonné par Macron.

Non à l'union nationale raciste et policière

Le jour même, à Nice, flanqué du maire Les Républicains de Nice, Christian Estrosi et du député LR Eric Ciotti, Macron a donné le ton : « Très clairement, c'est la France qui est attaquée [...] Nous devons dans ces moments nous unir et ne rien céder à l'esprit de division ». Estrosi a aussitôt rebondi : « Trop c'est trop, il est temps maintenant que la France s'exonère des lois de la paix pour anéantir définitivement l'islamo-fascisme de notre territoire » alors

qu'Eric Ciotti renchérisait : « Pour la première fois depuis l'occupation, la France n'est plus libre ! Notre pays est en guerre, nous sommes en guerre ! » L'extrême droite a pris le relais avec Marion Maréchal, « Le jihad est lancé contre la France. Menaces d'Erdogan, manifestations haineuses contre notre pays dans des pays musulmans, boycott de nos produits. Les cellules islamistes sont en train de se réactiver » suivie par Marine Le Pen « On ne peut pas se contenter de dénoncer le terrorisme. Le terrorisme c'est l'arme de l'idéologie islamiste, il faut à tout prix que nous prenions conscience que c'est une idéologie qui nous fait la guerre. Il faut les mettre hors d'état de nuire légalement, grâce à l'État de droit, grâce à une législation spécifique qui serait votée ici à l'Assemblée nationale, mais on n'a pas le sentiment que le gouvernement a pris conscience de cette situation ».

Au sein du milieu politique institutionnel, de ceux qui servent ou aspirent à servir les classes dominantes, quelles que soient leurs divisions et rivalités, se construit un consensus, une union nationale raciste et guerrière à laquelle se soumet la gauche malgré les injures dont elle est l'objet. Olivier Faure déclare pour le PS : « Nous faisons face à une vague d'attentats coordonnés des islamistes radicaux. Il n'y a pas de loups solitaires, il n'y a que la folie barbare d'une meute fanatique. Nous ferons face. La République et la démocratie ne plieront pas », François Ruffin, député LFI, « Les terroristes veulent le chaos, ne leur offrons pas nos divisions ».

Les ennemis rivaux de la démocratie et de la liberté

Les travailleurs n'ont pas à se soumettre à cette union nationaliste qui veut étouffer, dominer, embrigader leur colère, leur révolte et leur inquiétude non seulement devant l'horreur de l'obscurantisme religieux mais devant

un effondrement social et démocratique des classes dominantes et de leurs larbins politiques pris de panique devant les conséquences de leur propre politique.

Le respect des libertés, de la vie humaine, la liberté d'opinion, la démocratie comme la solidarité et l'entraide sont les cibles des fanatiques, des djihadistes. Ils sont aussi les cibles de l'extrême droite chauvine et raciste, les cibles aussi de Macron et de ses alliés de droite ou de gauche qui jettent de l'huile sur le feu alors qu'ils portent comme l'État et la bourgeoisie française une grande responsabilité dans le développement de l'islamisme politique.

Leur politique de régression sociale engendre la montée des idées réactionnaires, l'islamisme radical ou l'extrême droite. Comment les combattre sans combattre en même temps, à la racine, le chômage et la misère, le racisme et l'exclusion sociale, les discriminations, la désespérance, les frustrations, les humiliations voire la haine, terrain favorable au fanatisme.

A l'opposé, ils flattent les préjugés en créant volontairement et consciemment un engrenage qui prend la population en otage pour mieux la soumettre aux intérêts et à la politique des classes dirigeantes.

Le terrorisme islamiste enfant monstrueux du chaos capitaliste mondialisé

Les va-t'en guerre contre le terrorisme islamiste voudraient faire oublier les responsabilités des grandes puissances occidentales dont la France dans son essor. Elles l'ont encouragé contre les luttes d'indépendance nationale, elles ont soutenu et soutiennent l'Arabie saoudite ou le Qatar qui ont financé et financent le fondamentalisme islamiste. C'est en Afghanistan, dans les années 1980, contre l'URSS, que les USA et l'Arabie saoudite ont enfanté leur monstre, Ben Laden qui leur échappa pour créer Al-Qaïda, qui, en Algérie, contribua aux Groupes islamistes armés, les GIA, qui firent régner la terreur pour imposer la charia durant la décennie noire des années 90.

Après 2001, la guerre en Afghanistan au nom de la « guerre contre le terrorisme » déclenchée par les États-Unis et leurs alliés, la guerre en Irak, l'effondrement du régime de Saddam Hussein pendu, le pays à feu et à sang où les

forces américaines d'occupation dressèrent les Irakiens les uns contre les autres en fonction de leur religion, leur fournirent un terrain propice. L'Irak devint le point de ralliement de tous les djihadistes d'où sortit Daech qui prospéra après le départ des troupes américaines en 2011. Puis, après la guerre en Libye, la Syrie livrée aux rivalités des puissances régionales, plongée dans la guerre civile, le califat sortit de ce chaos sanglant où les milices de Daech imposèrent la terreur de la charia.

Contre le fanatisme religieux et la réaction capitaliste, un même combat démocratique

La coalition internationale a certes vaincu l'État islamique mais elle n'est nullement venue à bout du djihadisme qui naît nécessairement des désastres de la politique des grandes puissances et de leurs alliés, plus globalement de la décomposition sociale provoquée par la faillite mondiale du capitalisme.

L'engrenage né des manœuvres des grandes puissances pour perpétuer leur domination mortifère dont les populations sont les premières victimes trouve nécessairement sa réplique ici. La même logique se met en place exacerbant les tensions dans une fuite en avant grosse de tous les dangers.

Contrairement à ce que prétendent les Darmanin, Le Pen et consort, ce n'est pas une question d'idéologie contre laquelle il faudrait rentrer ou plutôt continuer la guerre. C'est une question sociale et politique, celle de la lutte contre ce système qui pervertit toutes les valeurs dont il prétend se revendiquer. Sa liberté, c'est celle de l'exploitation, sa laïcité, c'est celle où dominant la chrétienté et l'Église soutenues et financées par l'État, sa démocratie, c'est la tyrannie des banques et des gros actionnaires, sa paix, c'est la guerre permanente contre les peuples...

Les défenseurs de la république, république qui protège la domination d'une minorité bourgeoise, comme les intégristes islamistes défendent, en fait, le même ordre social libéral. Il n'y a pas d'autre issue que l'union de classe des populations dominées pour construire un autre avenir sans se laisser embrigader par les forces réactionnaires.

Yvan Lemaitre

Travaille et tais-toi ou la cohérence de classe de la police sanitaire de Macron

Après quelques jours de faux suspense, mercredi 28, Macron annonçait un nouveau confinement, jusqu'au 1^{er} décembre au moins. Dans un « *mode allégé* » a-t-il précisé : comprendre que les travailleurs travailleront, que les écoliers iront à l'école ainsi que les enseignants, mais que les endroits recevant du public seront fermés et que, sauf pour aller au travail, nos sorties seront strictement limitées, sous contrôle policier. Dès le lendemain, Castex et cie précisaient les modalités de ce nouveau tour de vis d'autant plus pesant qu'il survient alors que le plan vigipi-

rate a été porté à son niveau le plus élevé suite aux meurtres de Nice.

La nécessité vitale d'un plan d'urgence pour les services de santé

De nombreuses contestations se sont élevées contre ce reconfinement. C'est entre autres le cas d'une tribune de 300 signataires (médecins, chercheurs, avocats, enseignants...) (lien). Sans prétendre rentrer dans les polémiques entre épidémiologistes ou autres spécialistes, il est

clair que la maîtrise de la pandémie suppose un système de santé efficace et démocratique. Il est évident que ce n'est pas le cas comme il est indiscutable que le gouvernement n'a rien fait pour remédier un tant soit peu à l'incapacité dans laquelle ont été mis les services hospitaliers à faire face à la recrudescence actuelle de l'épidémie. Recrudescence dont tout le monde savait qu'elle se produirait, à commencer par le pouvoir qui s'en est servi comme d'un épouvantail pour culpabiliser celles et ceux qui ne se pliaient pas aux règles.

Les services de réanimation sont de nouveau menacés de saturation. Mais c'est d'une façon plus globale les lits d'hospitalisation qui font défaut pour accueillir les patients du covid dont la plupart ne font qu'un passage bref, voire pas de passage du tout en réa. 100 000 lits ont disparu en 30 ans de politique de casse du service public hospitalier, politique que le gouvernement poursuit tout en tenant les discours inverses. A ce manque de lits s'ajoute celui de personnel. Macron a tenté de s'en dédouaner, prenant argument du nombre important d'années nécessaires à la formation des infirmières et médecins de réanimation. Mais il est bien responsable, au même titre que ses prédécesseurs, de l'hémorragie qui frappe les services hospitaliers du fait de conditions de travail insupportables, de salaires insuffisants. Et rien ne l'empêcherait de recruter d'autres catégories de personnel qui manquent cruellement, mettre de l'argent dans les services publics, il n'en est pas question.

La panique du pouvoir met en évidence de façon dramatique l'urgence et la nécessité vitale d'une réorganisation totale du système de santé. Cela commence par la réouverture de lits qu'exigent les personnels hospitaliers, par leur assurer à tous des conditions de travail et des salaires dignes, le lancement d'un vaste plan de formation d'infirmières, d'aides soignants, de médecins. Cela passe aussi par la réquisition des établissements privés, la constitution d'un service public de santé qui intègre et assure la coordination de tous les intervenants et professionnels de santé, y compris ceux qui relèvent de la « médecine de ville ». Quant à l'anarchie de la production mondiale de médicaments, de matériel médical, elle pose avec acuité la nécessité de sa planification, de l'expropriation des Big Pharma comme Sanofi, de la collaboration scientifique à l'échelle internationale.

Incurie et cohérence... de classe !

Le gouvernement panique devant les conséquences sociales, politiques et économiques de sa propre incurie. Il se livre à une fuite en avant, surenchérit sur le traitement policier de la crise sanitaire, n'hésitant pas à susciter la peur. Erreur volontaire ou pas, Macron étayait son argumentation sur l'accélération de la crise sanitaire en annonçant que 527 personnes étaient mortes du covid dans la journée du 28 alors qu'il y en avait eu en réalité 288...

L'incohérence des dispositions prises est flagrante. Incohérence... ou plutôt cohérence de classe. Car tout est confiné, sauf l'obligation de travailler... avec tout ce que

cela implique du point de vue des risques sanitaires dans les entreprises, dans les transports qui continueront de charrier leurs cargaisons de travailleurs. Si faire face au risque implique le confinement comme le prétend Macron pour justifier son nouveau tour de vis, il n'y a aucune raison qu'il ne s'applique pas à l'ensemble des activités, hors celles réellement indispensables. Mais c'est aux premiers concernés, les travailleurs, de décider, avec leurs organisations, de ce qui est indispensable ou pas, ainsi que des mesures de protection à mettre en œuvre pour assurer leur propre sécurité. Macron et Castex recommandent aux patrons de développer au maximum le télétravail. C'est une incitation à développer un système pervers, une forme de surexploitation du travail humain.

Tous les établissements scolaires, saufs les universités, resteront ouverts et devront accueillir tous les élèves. Pour Blanquer, « *l'épidémie ne saurait priver durablement les enfants de tout lien avec l'école, et nous ne pouvons pas laisser la crise sanitaire entraîner des retards qui sont ensuite susceptibles de décrochage.* » Comme si les premières causes de décrochage n'étaient pas le manque de moyens matériels et humains, les classes surchargées ! Tout le monde a bien compris qu'il s'agit avant tout de permettre aux parents d'aller travailler et, pour ceux qui télétravaillent, d'être déchargés de la contrainte de s'occuper en même temps des enfants. Cette décision s'accompagne d'un prétendu « *protocole sanitaire renforcé* », une sinistre plaisanterie qui tient en quelques points : port du masque obligatoire dès six ans ; circulation des élèves réduite au maximum ; récréations organisées « *par groupe, avec un respect maximal des gestes barrières* », voire remplacées par des simples temps de pause en classe ; mesures plus strictes dans les cantines ; plus d'aérations et de désinfections... Des paroles creuses pour des mesures inapplicables alors que tout manque, personnel, locaux, matériel ! Et surtout pas question, comme le demandent les enseignants, de classes à demi effectif qui permettraient de respecter au minimum la distanciation sociale... Le même Blanquer lançait, le 22 octobre, un « *Grenelle de l'éducation* » qui « *durera trois mois. Au cours d'ateliers, il réunira des acteurs du monde éducatif - personnels, parents d'élèves, syndicats, personnalités de la société civile ou encore élus pour réfléchir aux modernisations de l'Éducation nationale* »... Blanquer veut nous rejouer pour l'Éducation le coup du « Ségur », un leurre bien incapable de désamorcer la colère du monde enseignant.

Bosser pour que les bourses ne s'effondrent pas...

Depuis quelques semaines, alors que la menace d'une recrudescence de l'épidémie se précisait, montait aussi l'inquiétude des milieux financiers, des boursicoteurs face à la perspective d'un nouveau confinement. Les bourses, qui s'étaient rapidement remises d'un début de panique en mars grâce aux interventions massives des États et des banques centrales, faiblissaient de nouveau. Avant l'intervention de Macron, le 28, *Les Echos* titraient : « *l'approche*

d'un deuxième confinement plombe le CAC40 ». Ce dernier, qui était à 4900 points le 23 octobre, avait baissé en quelques jours à 4571 points. Mais l'annonce par Macron que l'activité des entreprises ne sera pour l'essentiel pas touchée, que la politique du « *quoi qu'il en coûte* » sera poursuivie, semble avoir remonté le moral de ce petit monde. D'autant que dès le lendemain, la BCE annonçait qu'elle interviendrait « *dès que nécessaire* », ce qui faisait titrer *Les Echos* : « *La BCE se dit prête à agir dès le mois de décembre, le Cac 40 stable* »... du moins pour l'instant.

Macron et le gouvernement ont assuré de leur « soutien » les petites entreprises touchées par les fermetures administratives (bars, restaurants, magasins non alimentaires, salons de coiffure, librairies, fleuristes...) et leurs salariés, ainsi que celles qui, bien que non soumises à la fermeture administrative, verraient leur chiffre d'affaire baisser de plus 50 %. Mais les 17 milliards qui, selon Lemaire, sont prévus pour financer ce soutien ne rassurent manifestement pas. Alors que le commerce par Internet continuera de fonctionner, que des enseignes comme la FNAC, Darty resteront ouvertes sous prétexte de répondre aux besoins de matériel informatique nécessaire au télétravail, beaucoup parmi les 200 000 petits commerces obligés de fermer craignent de ne pas survivre à ce deuxième confinement. Ils manifestent, disent leur révolte contre des mesures aussi absurdes, entre autres, que la fermeture des librairies et qu'ils dénoncent comme une aide du gouvernement aux grandes enseignes. Face à la grogne qui monte et trouve le soutien de nombreux maires, Lemaire est monté au créneau ce dimanche, annonçant que des « rayons non essentiels » des grandes surfaces pourraient être fermés, que certains commerces pourraient rouvrir dès le 12 novembre, si la situation sanitaire le permet...

Ne pas se laisser confiner politiquement

Le choix du gouvernement de fermer les lieux publics, d'interdire les déplacements autres que ceux pour le travail et de nous soumettre à un contrôle policier permanent revient à tenter de confiner notre vie sociale, notre vie politique. Sous la chape de plomb de l'union nationale, il cherche à nous enrôler dans sa prétendue guerre contre

le virus comme contre le terrorisme pour tenter de nous désarmer face à la guerre qu'il mène vraiment, une guerre de classe contre l'ensemble des travailleurs quelle que soit leur origine, leur religion ou la couleur de leur peau. Une guerre de classe d'autant plus violente et déterminée qu'elle a pour enjeu la sauvegarde de la « machine à profits », d'un capitalisme au bord de la faillite.

Refusant de se laisser lier les bras, 18 organisations syndicales et politiques de Toulouse ont lancé un appel à manifester le 7 novembre sous le slogan « *Stop aux mesures liberticides ! Sortons la santé de la marchandisation ! Contre la crise sanitaire et sociale, des moyens humains et matériels maintenant !* » (lien vers le communiqué). L'initiative pourrait être reprise dans d'autres villes. Vendredi, la plupart des syndicats enseignants ont déposé un préavis de grève du 2 au 7 novembre, pour « *exiger collectivement, partout, des mesures réellement protectrices pour les élèves, les personnels, les parents d'élèves* »... Un cadre dans lequel pourrait s'exprimer, dès ce lundi, l'exaspération des enseignants qui en ont assez du mépris de leur ministre dont ils ont appris vendredi par la presse la décision d'annuler les dispositions prises pour une rentrée à 10 heures dans tous les établissements avec un hommage à Samuel Paty. La rentrée se fera partout à l'heure habituelle, l'hommage à Samuel Paty dans les classes... Sauf si les enseignants en décident autrement dans les assemblées générales qui se tiendront dans tout le pays !

Ces cafouillages du ministère de l'éducation comme ceux de Lemaire et Castex face à la contestation des petits commerçants sont autant d'expressions de la panique du gouvernement face à une situation qui lui échappe et à laquelle il ne sait répondre que par une surenchère répressive et réactionnaire, dans les actes comme dans sa propagande. Par notre solidarité, nos capacités à nous organiser, à nous mobiliser, à donner un programme à nos luttes, nous pouvons inverser le rapport de force pour non seulement mettre un coup d'arrêt aux offensives en cours, mais aussi imposer les mesures d'urgence qui s'imposent, à commencer par la santé et l'éducation.

Daniel Minvielle